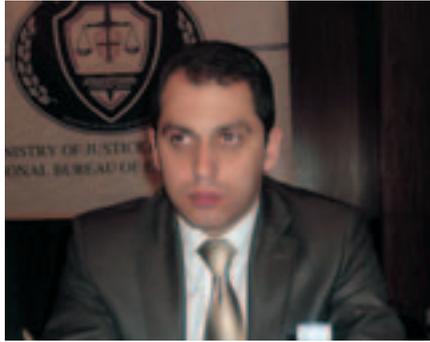




Bernard Menut, 1^{er} vice-président de l'UIHJ, et Bachana Shengelia, directeur du Bureau national de l'exécution de Géorgie - Bernard Menut, 1st Vice-President of the UIHJ, with Bachana Shengelia, Chairman of the National Bureau of Enforcement of Georgia



Lasha Maghradze, directeur adjoint du Bureau national de l'exécution de Géorgie - Lasha Maghradze, Deputy Chairman of the National Bureau of Enforcement of Georgia



De G. à D. : Shavleg Todua, directeur du Département juridique, Nika Melia, directeur du Bureau de l'exécution de Tbilissi (Bureau national de l'exécution de Géorgie)
 From L. to R. : Shavleg Todua, Head of Legal Division, Nika Melia, Head of Tbilisi Bureau (National Bureau of Enforcement of Georgia)

Participation de l'UIHJ à un programme TAIEX en Géorgie

Une délégation de l'UIHJ s'est rendue à Tbilissi (Géorgie) les 15 et 16 avril 2010 pour participer à un atelier international sur l'exécution des décisions de justice en Géorgie et à l'étranger, dans le cadre d'un programme TAIEX de l'Union européenne

Pour un système d'exécution efficace en Géorgie

TAIEX (Technical Assistance and Information Exchange Instrument) est un instrument de la direction générale de l'élargissement de la Commission européenne. Cet instrument aide les pays bénéficiaires en matière de rapprochement, d'application et d'exécution de la législation de l'Union européenne. Dans ce contexte, un atelier international a été organisé avec le Bureau national de l'exécution (BNE) de Géorgie pour discuter des problèmes liés à l'exécution des décisions de justice dans ce pays, à la lumière de l'expérience de sept pays : Allemagne, Estonie, France, Israël, Lituanie, Pays-Bas et Suède.

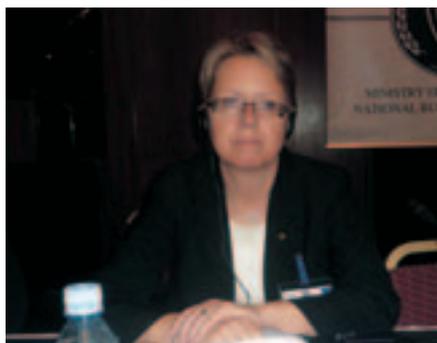
L'UIHJ était représentée par son premier président, Bernard Menut (France), son premier secrétaire, Mathieu Chardon (France) et son premier questeur, Jos Uitdehaag (Pays-Bas). Les autres experts internationaux étaient les suivants : Patrick Safar (France), trésorier-adjoint du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de France, Ronit Rozin (Israël), directrice des districts du Nord et d'Haïfa de l'Autorité israélienne de l'exécution et du recouvrement, Dovile Satkauskienė (Lituanie), directrice de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lituanie, Eva Liedstrom Adler, Sven Kihlgren et Jan Johansson (Suède), respectivement

directrice générale de l'exécution, directeur de l'exécution, et représentant de l'Autorité d'exécution de Suède, Rocki Albert (Estonie), huissier de justice, et Winfried Schuschke (Allemagne), professeur à l'université de Cologne.

Le caractère international de la conférence était rehaussé par la présence, parmi les quatre-vingts participants, de GTZ, responsable du programme de réformes dans le Sud du Caucase, d'USAID, de UNDP, de l'ambassade des États-Unis et de Suède, d'un avocat allemand et d'une experte slovaque. On a relevé également la présence de nombreuses hautes personnalités géorgiennes, procureurs, hauts magistrats, parlementaires, avocats, et de représentants des ministères de la justice, des Finances, et de Santé, du Travail et de la Sécurité sociale, ainsi que le président de la Chambre des notaires et nombreux établissements bancaires, de crédit et d'assurances.

La cérémonie d'ouverture était présidée par Jaba Ebanoidze, vice-ministre de la justice de Géorgie, Per Eklund, ambassadeur, chef de la délégation de la Commission européenne en Géorgie, Bachana Shengelia, directeur du Bureau de l'exécution de Géorgie, et Bernard Menut. Dans son discours de bienvenue, Bachana Shengelia, a indiqué que c'était la première fois que le BNE organisait une conférence internationale. Il a remercié l'ensemble

des intervenants et appelé de ses vœux que la réunion soit utile pour le développement du système de l'exécution en Géorgie. M. Ebanoidze a évoqué les nombreuses réformes en cours en Géorgie pour le développement économique. « Si nous n'avons pas un système d'exécution efficace, nous ne parviendrons pas à atteindre nos objectifs en terme de développement économique. Nous voulons avoir des outils plus efficaces pour faire en sorte que le créancier soit assuré d'un bon recouvrement. Il faut également, dans un système clair, garantir les droits des parties » a-t-il déclaré. Le vice-ministre de la justice a également évoqué la mise en place d'un fichier des débiteurs et du prochain traitement électronique des dossiers, avec également des enchères électroniques, « pour plus de transparence ». Il a terminé son discours en indiquant qu'il considérait cette conférence comme très importante car elle allait permettre d'échanger l'expérience des autres pays. Bernard Menut a remercié les autorités géorgiennes de son invitation et a félicité le BNE pour l'organisation de la conférence. Il a indiqué que l'UIHJ apportait tout son soutien à la Géorgie qui montrait son dynamisme et sa réactivité pour développer le secteur économique au travers la bonne exécution des décisions de justice. Il s'est déclaré très satisfait et heureux de la prochaine adhésion de la Géorgie à l'UIHJ lors du prochain conseil permanent de l'UIHJ à Glasgow (Ecosse) en mai 2010. Puis son excellence, Per Eklund, a confirmé le soutien de la Commission européenne à la Géorgie et à cette manifestation. « L'exécution est un élément essentiel de l'État de droit. Nous voulons vous aider à atteindre des standards européens » a-t-il dit.



Eva Liedstrom Adler, Directrice générale du Service de l'exécution de Suède

Eva Liedstrom Adler, Chief Enforcement Director of the Swedish Enforcement Agency



De G. à D. : Yael Simonds-Yoaz, conseiller juridique, Ronit Rozin, directrice du District Nord et Haïfa, Service de l'exécution et du recouvrement d'Israël

From L. to R.: Yael Simonds-Yoaz, Legal Adviser, Ronit Rozin, Israeli Enforcement and Collection Authority



Sven Kihlgren, chef du service de l'exécution (Suède)
Sven Kihlgren, Head of Enforcement, Swedish Enforcement Agency

Une parfaite organisation et des échanges très productifs

Pendant deux journées d'un travail intense dans d'excellentes conditions, en raison d'une parfaite organisation, les nombreux intervenants géorgiens et les experts internationaux ont pu longuement échanger leur expérience sur des thèmes aussi riches que variés. M. Shengelia et Shavleg Todua, chef du Département juridique du BNE, ont indiqué qu'il existe depuis juillet 2009 un double système d'exécution forcée en Géorgie, où les huissiers de justice fonctionnaires côtoient leurs trente-sept homologues libéraux « concurrents » tout en indiquant qu'il existait une excellente collaboration entre les deux systèmes.

Jos Uitdehaag a donné une présentation très complète des standards actuels en matière d'exécution, en particulier par rapport aux recommandations du Conseil de l'Europe en matière d'exécution et aux Lignes directrices de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) en la matière. Bernard Menut a présenté les avantages et les inconvénients des systèmes libéraux et fonctionnaires en matière d'exécution des décisions de

justice. Mathieu Chardon a donné un aperçu des activités quotidiennes d'un huissier de justice libéral. Ronit Rozin et sa collègue Yael Simonds-Yoaz, conseiller juridique, ont présenté les particularités du système israélien de l'exécution forcée. Aleksandre Barnabishvili, chef de la supervision régionale du BNE, et Dovile Satkauskienė, ont évoqué l'exécution en matière de biens immobiliers hypothéqués. Lasha Maghradze, directeur adjoint du BNE, et Sven Kihlgren ont évoqué les fichiers concernant les débiteurs. Puis Eva Liedstrom Adler, a présenté le Département de l'exécution forcée de Suède et son rôle pour assurer un équilibre entre les droits des créanciers et ceux des débiteurs. Une table ronde concernait les ventes aux enchères, notamment les enchères électroniques. L'expérience de Nika Melia, chef du bureau de Tbilissi du BNE et de Rocki Albert, a pu être partagée avec les participants. Il a également été question du sort des immeubles après leur vente aux enchères et des procédures d'expulsion de leurs occupants. Ce thème délicat a été traité par Shavleg Todua, Winfried Schuschke et Patrick Safar. Enfin, le dernier thème abordé a été celui encore plus délicat des procédures en matière de reprises

d'enfants, par Nika Melia et Giorgi Kabachia, chef du Service de la protection des enfants et des programmes sociaux au ministère de la Santé, du travail et de la Sécurité sociale.

Pendant leur séjour, les participants purent visiter les nouveaux locaux du BNE, situés dans la proche banlieue de Tbilissi, et encore en travaux.

On doit saluer le professionnalisme avec lequel la conférence a été organisée et l'excellence de l'accueil de nos amis géorgiens. Devant tant de manifestations d'amitié et de générosité, on comprend que les intervenants étrangers n'aient pas été pressés de rentrer chez eux. Leur vœu a été partiellement exaucé. Suite à la panique causée en Europe par l'éruption du volcan islandais, ils ont pu prolonger leur séjour géorgien pendant encore plusieurs jours !

Ce séminaire a également permis aux représentants de l'UIHJ de rencontrer la délégation israélienne qui participait à sa première mission internationale. Mme Rozin s'est déclarée très intéressée par l'UIHJ. Des contacts sont pris et devraient donner lieu à une rencontre tout prochainement.



Mathieu Chardon, 1er secrétaire de l'UIHJ
Mathieu Chardon, 1st Secretary of the UIHJ



Winfried Schuschke, professeur à l'Université de Cologne (Allemagne) - Winfried Schuschke, Professor at the University of Koln (Germany)



Jos Uitdehaag, 1er questeur du Comité de l'UIHJ
Jos Uitdehaag, 1st Quaestor of the Committee of the UIHJ



Participation of the UIHJ in a TAIEX Program in Georgia

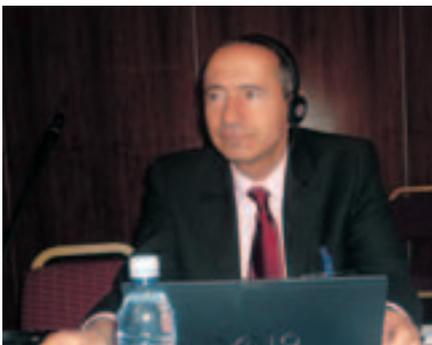
A delegation of the UIHJ went to Tbilisi (Georgia) on 15 and 16 April 2010 to take part in an international workshop on enforcement of courts decisions in Georgia and abroad, within the framework of a TAIEX program of the European Union



Vue de Tbilissi - A view of Tbilisi

For an effective enforcement system in Georgia

TAIEX (Technical Assistance and Information Exchange Instrument) is an instrument managed by the Directorate-General Enlargement of the European Commission. It supports partner countries with regard to the approximation, application and enforcement of European Union legislation. In this context, an international workshop was organized with the National Bureau of Enforcement (NBE) of Georgia to discuss the problems relating to the enforcement of court decisions in this country, in the light of the experience of seven countries: Estonia, France, Germany, Israel, Lithuania, the Netherlands and Sweden.



Patrick Safar, vice-trésorier du bureau de la Chambre nationale des huissiers de justice de France - Patrick Safar, Vice-Treasurer of the board of the National Chamber of the Judicial Officers of France

The UIHJ was represented by its first president, Bernard Menut (France), its first secretary, Mathieu Chardon (France) and its first quaestor, Jos Uitdehaag (the Netherlands). The other international experts were as follows: Patrick Safar (France), vice-treasurer of the board of the National Chamber of Judicial Officers of France, Ronit Rozin (Israel), director of the districts of the North and Haifa of the Israeli Enforcement and Collection Authority, Dovile Satkauskiene (Lithuania), director of the National Chamber of the judicial officers of Lithuania, Eva Liedstrom Adler, Sven Kihlgren and Jan Johansson (Sweden), respectively Chief enforcement director, Head of Enforcement, and representative of the Swedish Enforcement Authority, Rocki Albert (Estonia), judicial officer, and Winfried Schuschke (Germany), professor at the university of Köln.

The international character of the conference was also given by the presence, amongst the 80 participants, of GTZ, Team Leader of the program on "Advice on Legal and Judicial Reform in South Caucasus", USAID, UNDP, the US Embassy, a German lawyer and a Slovakian expert. Also attended the conference high representatives of Georgian authorities such as prosecutors, high judges, an attorney, representatives of the Parliament, the ministries of justice, of Finances, of Health, Labor and Social Security, as well as the Chairman of Notary Chamber and many banks, credit and insurances companies.

The opening ceremony was chaired by Jaba Ebanoidze, Deputy Minister of justice of Georgia, Per Eklund, ambassador, Head of the delegation of the European Commission to Georgia, Bachana Shengelia, Chairman of the NBE, and Bernard Menut. In his welcome speech, Bachana Shengelia, indicated that this was NBE's first international conference. He thanked all the speakers and wished for this meeting to be valuable for the development of the enforcement system in Georgia. Mr. Ebanoidze evoked the many reforms in progress in Georgia for its economic development. "If we do not have an effective enforcement system, we will not manage to achieve our goals in term of economic development. We want to have more effective tools so that the creditor is ensured of a good collecting. It is also necessary, in a transparent system, to guarantee the rights of all parties" he declared. The Deputy Minister of justice also evoked the installation of a debtors' register and the forthcoming electronic treatment of cases, as well as electronic auction sales, "for more transparency". He ended his speech by indicating that he considered this conference as very important because it was going to make it possible to share the experience with other countries. Bernard Menut thanked the Georgian authorities for their invitation and congratulated the NBE for the excellent organization of the conference. He indicated that the UIHJ gave all its support to Georgia which showed its dynamism and its reactivity to develop the economic sector through the good enforcement of court decisions. He declared himself very satisfied and happy of the forthcoming membership of Georgia to the UIHJ at the time of the next permanent council of the UIHJ in Glasgow (Scotland) in May 2010. Then his Excellency, Per Eklund, confirmed the support of the European Commission to Georgia and to this event. "Enforcement is an essential element of the Rule of law. We want to help you to reach European standards" he said.

A perfect organization for very productive exchanges

During two days of an intensive work under excellent conditions, thanks to a perfect preparation, the many Georgian speakers and international experts could lengthily exchange their experience on rich and varied topics. Mr. Shengelia and Mr. Shavleg Todua, head of the Legal Division of the NBE, indicated that since July 2009 there is a double system of enforcement in Georgia, where civil servant judicial



*Pendant la cérémonie d'ouverture, en présence du vice-ministre de la justice de Géorgie et de son excellence monsieur l'ambassadeur, chef de la délégation de la Commission européenne en Géorgie.
During the opening ceremony, in the presence of the Deputy Minister of Justice of Georgia, and his Excellency, Ambassador, Head of the Delegation of the European Commission to Georgia.*



*De G. à D. : Dovile Satkauskienė, directrice de la Chambre nationale des huissiers de justice de Lituanie, Jan Johansson, représentant du Service de l'exécution de Suède
From L. to R.: Dovile Satkauskienė, Director of the National Chamber of Judicial Officers of Lithuania, Jan Johansson, representative of the Swedish Enforcement Agency*

officers mix with their thirty-seven "competitor" liberal counterparts while mentioning the excellent collaboration between the two professionals.

Jos Uitdehaag gave a very complete presentation of the current standards as regards enforcement, in particular in the light of the recommendations and the Guide Lines of the Council of Europe and the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) on enforcement. Bernard Menut presented the pros and cons of the liberal and civil servant systems as regards enforcement of court decisions. Mathieu Chardon gave an outline of the daily activities of a liberal judicial officer. Ronit Rozin and her colleague Yael Simonds-Yoaz, legal adviser, presented the characteristics of the Israeli Enforcement system. Aleksandre Barnabishvili, Head of Regional Supervision of the NBE, and Dovile Satkauskienė, evoked the enforcement of cases with regards to mortgaged property. Lasha Maghradze, Deputy

Chairman of the NBE, and Sven Kihlgren evoked the issues relating to debtors' registry. Then Eva Liedstrom Adler, presented the Swedish Enforcement authority's role in society, in particular that to ensure balance between debtor's and creditor's rights. A roundtable also took place on auction procedures, including online auctions in Georgia and Europe. The experience of Nika Melia, Head of Tbilisi Bureau of the NBE and Rocki Albert, could be shared with the participants. It was also question of the rights of the new owner after realization of immovable property and procedure of eviction. This delicate topic was adequately touched upon by Shavleg Todua, Winfried Schuschke and Patrick Safar. Lastly, the final topic approached the even more delicate enforcement procedures of cases with regards to transfer of a child, by Nika Melia and Giorgi Kabachia, Head of Unit for Child Care and Social Programs of the Ministry of Health, Labour and Social Security.

During the conference, the participants could visit the new head office of the NBE, located in the suburb of Tbilisi and still under construction.

The professionalism with which the conference was organized and the excellence of the reception of our Georgian friends must be specially mentioned here. In front of such expressions of friendship and generosity, it is easy to understand why the foreign speakers were not in a hurry to go back home. Well, their wish was partially granted. Following the panic caused in Europe by the eruption of the Icelandic volcano, they were able to extend their Georgian stay for several days!

This seminar also made it possible for the representatives of the UIHJ to meet the Israeli delegation for which it was the first international mission. Mrs. Rozin declared herself very interested by the UIHJ. Contacts are made and soon should give place to a meeting.